

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Comptes arrêtés au 31 Décembre 2024

ASSOCIATION PAYS TOURISTIQUE

DU SUD SAUVAGE

3 RUE PAUL DEMANGE

97480 SAINT JOSEPH

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers

97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames,
Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PTSS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant les méthodes d'enregistrement des subventions.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La correcte valorisation des produits figurant au compte de résultat : nous avons validé les subventions enregistrées en compte de résultat en les rapprochant de leurs conventions de financement et des dépenses et/ou actions réalisées ;
- La correcte valorisation des créances figurant au bilan, en analysant l'ancienneté des créances et leur apurement postérieurement au 31/12/2024 ;
- le caractère raisonnable des estimations significatives retenues en validant le calcul des congés payés et des éventuelles provisions à enregistrer ;
- et sur la présentation d'ensemble des comptes en vérifiant que le plan comptable associatif soit correctement appliqué.

VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 16 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

Pour CABINET VALEC
Dominique VALIN



Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

Rapport de présentation des comptes annuels

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Conformément à la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association PAYS TOURISTIQUE DU SUD SAUVAGE DÉNOMMÉE LE PEI TOURISTIQUE relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu, ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en EURO
Total bilan	625 785
Total des ressources	1 261 638
Résultat net comptable (Déficit)	-24 105

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil National de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à ST PIERRE CEDEX

Le 28 mai 2025

ANTERIEUR STEPHANE

EXPERT-COMPTABLE

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	20 860	20 860		
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	47 906	46 960	946	1 509
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	70 747	64 923	5 823	7 764
Immobilisations financières				
<i>Autres titres immobilisés</i>	1 353		1 353	843
<i>Autres immobilisations financières</i>	101		101	101
Total I	140 967	132 744	8 223	10 217
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Autres créances</i>	42 441	27 051	15 389	75 752
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	23 391		23 391	23 391
<i>Disponibilités</i>	571 838		571 838	539 129
<i>Charges constatés d'avance</i>	6 944		6 944	6 515
Total II	644 614	27 051	617 562	644 786
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	785 580	159 795	625 785	655 003
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	115 803	115 803
Report à nouveau	272 800	258 626
Excédent ou déficit de l'exercice	-24 105	14 175
Situation nette (sous-total)	364 498	388 603
Subventions d'investissement	6 701	9 204
Total I	371 199	397 807
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		11 730
Total II		11 730
PROVISIONS		
Provisions pour charges	29 544	25 860
Total III	29 544	25 860
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 011	14 588
Dettes fiscales et sociales	118 146	114 491
Autres dettes	91 836	40 528
Produits constatés d'avance	50	50 000
Total IV	225 043	219 606
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	625 785	655 003
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	225 043	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 950	1 700
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>		1 400
<i>Ventes de prestations de services</i>	2 164	3 171
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 257 524	1 433 352
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	48 532	41 745
Utilisation des fonds dédiés	11 730	28 134
Autres produits	307	193
Total I	1 322 208	1 509 695
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		1 040
Autres achats et charges externes	111 435	128 937
Impôts, taxes et versements assimilés	55 541	49 709
Salaires et traitements	1 043 849	1 150 511
Charges sociales	114 857	110 944
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 503	1 498
Dotations aux provisions	3 684	2 096
Reports en fonds dédiés		11 730
Autres charges	20 143	47 343
Total II	1 352 013	1 503 808
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-29 805	5 887
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	5 081	4 564
Total III	5 081	4 564
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	5 081	4 564

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-24 724	10 452
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 503	4 259
Total V	2 503	4 259
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 257	
Total VI	1 257	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 246	4 259
Impôts sur les bénéfices (VIII)	627	536
Total des produits (I+III+V)	1 329 792	1 518 518
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 353 897	1 504 344
EXCEDENT OU DEFICIT	-24 105	14 175

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	3 800	3 758
Total	3 800	3 758
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	3 800	3 758
Total	3 800	3 758

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Annexe

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : PAYS TOURISTIQUE DU SUD SAUVAGE DÉNOMMÉE LE PEI TOURISTIQUE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 625 785 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 24 105 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Pays Touristique du Sud Sauvage, a pour but de susciter, entreprendre, coordonner et gérer sur le périmètre des trois communes constituant le Sud Sauvage, toute action de valorisation de l'environnement et de l'économie à partir de l'activité touristique et de loisirs. Elle assume notamment :

- L'entretien et la valorisation de l'environnement d'espaces publics et privés
- L'insertion par l'activité économique et la mise en oeuvre des dispositifs d'insertion
- La mise en réseau, l'accompagnement et la professionnalisation de ses adhérents, en lien avec les partenaires territoriaux en charge de la coordination des interventions sur le périmètre concerné
- L'animation touristique locale
- La création et la mise en marché de prestations et/ou de forfaits touristiques
- La gestion par délégation d'établissements d'espaces ou d'équipements publics

1/ Actions " Environnement " :

L'association a signé des conventions avec l'Etat et la Région Réunion dans le cadre des " Chantiers Emplois Verts ", aux fins d'aménager et entretenir les sites touristiques suivants :

- Piton Grand Anse
- Domaine du Relais et du Sentier Vivier
- Les berges de la Rivière Langevin
- Sentier Piton Entonnoir
- Forêt de la Crête
- Plaine des Grègues (Boucle des margosiers, Caverne des hirondelles)

D'autres part, d'autres chantiers "Emplois verts" sont financés par l'état, le département et la CASUD. Il s'agit des chantiers:

- Sentier Littoral
- Sentier Parc à mouton

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Conformément au Procès verbal des délibérations de la séance du conseil communautaire en date du 4 octobre 2024, la convention d'objectif et de moyen contractée auprès de la CASUD et signée le 9 décembre 2021 a été résiliée car l'action correspondante n'a pas pu avoir lieu.

Pour tenir compte de cet événement, le produit constaté d'avance a été extourné par le compte de subvention à recevoir pour le montant de cette convention soit de 50 000 euros.

Par ailleurs, l'action " Environnement " arrêtée au 31 décembre 2024 met en évidence un surplus de ressources à hauteur de 88 664 € qui a été inscrit en trop payé dans les comptes, au bénéfice de l'ASP, et qui sera retenu sur les prochains versements.

Les subventions d'exploitation prises en compte pour l'exercice 2024 au titre du pôle "Environnement " sont de 1 257 524 €.

Afin d'assurer ces missions, l'affectation du personnel se décline comme ci après (exprimé en équivalent temps pleins) soit :

- 4 agents administration affectés à l'accueil et la promotion touristique, ainsi que la gestion du pôle environnement
- 8 encadrants technique d'insertion affectés au pôle environnement
- 30 agents d'espaces verts

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Règles et méthodes comptables

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

le
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 860			20 860
Immobilisations incorporelles	20 860			20 860
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	48 497		591	47 906
- Instal.générales, agencements aménagements divers	15 863			15 863
- Matériel de transport	27 524			27 524
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 360			27 360
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	119 244		591	118 653
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	843	509		1 353
- Prêts et autres immobilisations financières	101			101
Immobilisations financières	944	509		1 453
ACTIF IMMOBILISE	141 048	509	591	140 967

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 860			20 860
Immobilisations incorporelles	20 860			20 860
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	46 988	563	591	46 960
- Instal.générales, agencements aménagements divers	15 863			15 863
- Matériel de transport	27 524			27 524
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 596	1 940		21 537
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	109 971	2 503	591	111 883
ACTIF IMMOBILISE	130 831	2 503	591	132 744

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 49 486 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	101		101
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	42 441	42 441	
Charges constatées d'avance	6 944	6 944	
Total	49 486	49 385	101
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	27 060
Disponibilités	
Total	27 060

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	115 803				115 803
Report à Nouveau	258 626	14 174	1		272 800
Excédent ou déficit de l'exercice	14 175	-14 175		24 105	-24 105
Situation nette	388 603	-1	1	24 105	364 498
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	9 204			2 503	6 701
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	397 807	-1	1	26 608	371 199

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	25 860	3 684			29 544
Total	25 860	3 684			29 544
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		3 684			
Financières					
Exceptionnelles					

Depuis l'exercice 2021, l'association a décidé de constater les droits liés à l'indemnité de fin de carrière, conformément à l'article 324-1 du Plan Comptable Général.

La variation des droits acquis entre le 31/12/2023 et le 31/12/2024 est constatée dans les comptes et représente une charge de 3 684 €.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 225 043 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 011	15 011		
Dettes fiscales et sociales	118 146	118 146		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	91 836	91 836		
Produits constatés d'avance	50	50		
Total	225 043	225 043		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 860
Dettes fiscales et sociales	87 400
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	3 172
Total	99 432

le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	6 944		
Total	6 944		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	50		
Total	50		

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 7 507 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Subventions d'exploitation

Les subventions sont enregistrées en produits selon la traduction faite des conventions de financement et en mettant en relation les charges éligibles et le subventionnement prévu.

L'association bénéficie avec la mairie de Saint-Joseph, de conventions de mise à disposition gratuite des biens suivants :

- 3 rue Paul Demange - 97480 Saint-Joseph (129 m²),
- 7 rue Paul Demange - 97480 Saint-Joseph (18 m²),
- 46, rue Général de Gaulle - 97480 Saint-Joseph (15 m²)
- Une parcelle de terrain cadastrée : BZ 157 d'une superficie de 1 000m² situé à Saint-Joseph au niveau des pépinières communales

Ces mises à disposition ne sont pas valorisées ni inscrites au bilan.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		618 524	339 000			1 257 524
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			2 503			2 503
						1 260 028

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Autres informations

Engagements financiers

Crédit-Bail

Redevances HT restant dues sur opérations de crédit-bail mobilier : 17 445 EURO.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 29 544 EURO

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 29 544 EURO

Contributions volontaires

Au titre de l'exercice 2024, les contributions volontaires en nature sont les suivantes :

- Mise à disposition gratuite et comptabilisée

La commune de Petite Ile, conformément à la convention signée, met à disposition les matériels de débroussaillage, ainsi que le carburant nécessaire à la mission confiée pour un montant total valorisé à 3 800 €.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A Ouverture de l' exercice	Report	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj sans dép.)
		A	B		C	A - B + C	
Environnement	11 730			11 730			
Total	11 730			11 730			

Certifié par

Commissaire aux comptes

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des
comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

**ASSOCIATION PAYS TOURISTIQUE DU SUD
SAUVAGE**

3, Rue Paul DEMANGE
97480 SAINT JOSEPH

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles sur des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.


CONVENTION SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant application des dispositions de l'article L.612-5 du code du commerce.

À Saint-Denis, le 16 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

Pour CABINET VALEC
Dominique VALIN



SAS CABINET VALEC 19 Bis Rue Des Manguiers 97400 SAINT-DENIS Siren : 822 607 206 - APE : 6820Z
--

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com